

La mondialisation et le rôle des géographes dans l'élaboration des visions et solutions pour la crise actuelle

Daniel IOSIF

L'Institut d'Études Avancées pour la Culture et la Civilisation du Levant, Bucarest
Université Paris Nanterre
daniel.iosif@institutlevant.ro

Sommaire :

1. INTRODUCTION.....	7
2. MÉTHODOLOGIE	7
2.1. Une analyse qualitative et géohistorique	7
2.2. Mondialisation <i>versus</i> globalisation.....	8
3. RÉSULTATS	10
3.1. La première mondialisation (XV ^e – XVIII ^e siècle).....	10
3.2. La deuxième mondialisation (XIX ^e – 1945)	12
3.3. La troisième mondialisation (années 1970 – 2008).....	15
4. DISCUSSION.....	18
5. CONCLUSIONS	23
6. RÉFÉRENCES	24

Citer ce document :

IOSIF, D. 2025. La mondialisation et le rôle des géographes dans l'élaboration des visions et solutions pour la crise actuelle. *Cinq Continents* 15 (31): 5-25.

La mondialisation et le rôle des géographes dans l'élaboration des visions et solutions pour la crise actuelle

Daniel IOSIF

Globalization and the role of geographers in developing visions and solutions for the current crisis. The article offers a geohistorical analysis of globalization by identifying three major phases: the mercantile globalization (15th–18th centuries), the imperial-industrial phase (19th–1945), and the neoliberal-financialized phase (1970–2008). It highlights the logics of expansion, domination, and spatial hierarchy specific to each period. The essential role of geographers is emphasized in understanding these complex dynamics and in formulating solutions to contemporary imbalances. The study draws on key concepts such as the social production of space, networks, glocalization, and the center/periphery hierarchy. It demonstrates that globalization is neither homogeneous nor linear, but rather marked by tensions, inequalities, and constant territorial recompositions. Geography, through its ability to conceptualize space in relational and multiscalar terms, thus emerges as a fundamental tool for grasping current crises and imagining sustainable alternatives.

Key words: globalization, changes, geopolitics, territory.

La mondialisation et le rôle des géographes dans l'élaboration des visions et solutions pour la crise actuelle. L'article propose une analyse géohistorique de la mondialisation en identifiant trois grandes phases : la mondialisation marchande (XV^e–XVIII^e siècle), impériale-industrielle (XIX^e–1945) et néolibérale-financiarisée (1970–2008). Il met en lumière les logiques d'expansion, de domination et de hiérarchisation spatiale propres à chaque période. On souligne le rôle essentiel des géographes dans la compréhension de ces dynamiques complexes et dans l'élaboration de solutions face aux déséquilibres contemporains. L'étude mobilise des concepts-clés comme la production sociale de l'espace, les réseaux, la glocalisation et la hiérarchie centre/périphérie. Elle montre que la mondialisation n'est ni homogène ni linéaire, mais marquée par des tensions, des inégalités et des recompositions territoriales constantes. La géographie, par sa capacité à penser l'espace en termes relationnels et multiscalaires, apparaît ainsi comme un outil fondamental pour appréhender les crises actuelles et imaginer des alternatives durables.

Mots clés : mondialisation, changements, géopolitique, territoire.

1. INTRODUCTION

On voit ces mois que les prédictions faites par l'auteur il y a quelques années se sont confirmées (Iosif, 2018). Le texte constatait que le monde est passé d'un ordre bipolaire (États-Unis *versus* URSS) à un ordre multipolaire, où plusieurs puissances (comme la Chine, l'Inde, la Russie) remettent en cause l'hégémonie occidentale. Ce nouvel équilibre est instable, car contrairement à l'économie, la politique mondiale n'obéit pas à des règles communes. La mondialisation économique n'a pas entraîné une mondialisation politique ou démocratique.

Dans l'article présent on continue cette perspective, par discuter et analyser ce processus complexe qui est la mondialisation, son évolution d'une perspective géohistorique et, plus important peut-être, le rôle des géographes dans l'élaboration des visions et des plans pour offrir des solutions plausibles et pertinents.

En grandes lignes, la mondialisation peut être définie comme le processus multidimensionnel qui désigne l'intensification des échanges et des interdépendances entre les sociétés, les économies et les cultures à l'échelle planétaire. Elle se manifeste par une accélération des flux de biens, de services, de capitaux, d'informations et de personnes, favorisée par les avancées technologiques, la libéralisation des marchés et le développement des infrastructures de transport et de communication (pour des définitions plus vastes, voir les différents ouvrages sur ce sujet, notamment Arjun Appadurai, 1996 ; Stiglitz, 2002 et Rodrik, 2011). Au-delà de sa simple dimension économique, la mondialisation englobe des aspects politiques, sociaux, culturels et environnementaux. Elle contribue à la diffusion des idées, des modes de vie et des innovations, tout en soulevant des enjeux complexes liés aux inégalités, aux identités culturelles et à la souveraineté des États.

Si le phénomène s'est accéléré au XX^e siècle, notamment après la Seconde Guerre mondiale et la fin de la Guerre froide, ses racines remontent bien plus loin, notamment aux Grandes Découvertes des XV^e et XVI^e siècles et aux échanges commerciaux internationaux depuis l'Antiquité.

2. MÉTHODOLOGIE

2.1. Une analyse qualitative et géohistorique

Cette étude adopte une approche qualitative, géohistorique et multiscalaire, avec l'objectif est de comprendre la mondialisation comme un processus évolutif, complexe et asymétrique, en analysant ses dynamiques historiques et spatiales, ainsi que le rôle des géographes dans la formulation de réponses aux déséquilibres contemporains.

La méthodologie repose sur une lecture diachronique du phénomène de la mondialisation, en distinguant trois grandes phases historiques (marchande, impériale-industrielle, néolibérale-financiarisée), à travers les outils de la géohistoire et de l'analyse territoriale. L'étude mobilise également des concepts clés en géographie critique : production de l'espace, centre/périphérie, glocalisation.

Le corpus documentaire mobilisé est essentiellement composé de sources académiques, issues de la littérature spécialisée en géographie, géohistoire, géopolitique et économie politique. Il s'agit notamment d'ouvrages de référence et de publications scientifiques permettant d'ancrer l'analyse dans un cadre théorique solide. La sélection s'est fondée sur la pertinence des sources pour éclairer les ruptures historiques, les formes d'intégration territoriale, les asymétries Nord/Sud, et les mutations contemporaines.

L'analyse consiste en une synthèse critique et structurée des différentes configurations de la mondialisation. Chaque phase est examinée à travers ses logiques économiques, politiques et spatiales, en s'appuyant sur une lecture multiscalaire (globale, régionale, urbaine) et typologique (formes d'échanges, types d'acteurs, impacts territoriaux). Un accent est mis sur le rôle des géographes dans l'interprétation de ces dynamiques et dans l'élaboration de stratégies territoriales face à la crise mondiale actuelle.

2.2. Mondialisation versus globalisation

L'approche géographique que nous avons en vue ci-dessous nécessite tout d'abord une clarification de la notion de *mondialisation* et notamment ses différences par rapport à une autre notion utilisée parfois avec le même sens : *globalisation*.

La mondialisation désigne le processus historique d'expansion progressive du commerce et du système capitaliste à l'échelle mondiale. À chaque époque, ce phénomène aboutit à la structuration d'un système géoéconomique, géopolitique et géostratégique spécifique.

La géographie doit mettre l'accent sur la dimension spatiale et territoriale de ce processus. Un territoire se définit comme un espace délimité et aménagé par une société humaine, qui en fait un cadre organisé et valorisé selon des objectifs géopolitiques, culturels, sociaux et économiques. Cette approche permet d'analyser les dynamiques et les logiques territoriales à différentes échelles. Elle confère à la mondialisation un rôle explicatif des transformations contemporaines en identifiant clairement les acteurs impliqués et les mécanismes à l'œuvre.

D'autre côté, le terme *globalisation*, emprunté à l'anglais *globalization*, désigne (notamment dans l'espace francophone) plus spécifiquement l'étude du fonctionnement de la planète dans son ensemble, en intégrant les interactions entre les milieux naturels,

l'environnement et les sociétés humaines. Ces interconnexions influencent l'organisation de l'espace terrestre et nécessitent des réponses coordonnées à l'échelle mondiale. Les champs d'étude de la globalisation sont vastes et incluent des problématiques telles que le changement climatique, la gestion des ressources naturelles (eau, énergies, biodiversité), l'exploitation des terres vierges et la lutte contre la désertification (Carroué, 2019). Parmi les enjeux spatiaux de la globalisation figurent plutôt les interdépendances écologiques, les risques globaux et les crises planétaires (pandémies, crises alimentaires, pollution des océans etc) et une approche géosystémique (interaction entre milieux naturels et activités humaines). Le tableau 1 synthétise ses différences.

Un aspect qui mérite mentionné est que dans la littérature anglo-américaine cette distinction entre les deux termes n'existe pas (il y a juste *la globalisation*), donc tous les types de phénomènes sont traités confondus, sous l'appellation de *globalisation*.

En conséquence - et étant donné que la géographie s'occupe des transformations spatiales, des inégalités et des dynamiques territoriales - on considère *la mondialisation* le terme le plus pertinent pour ce type d'analyse.

Tableau 1. Différences entre mondialisation, globalisation et le rôle potentiel du géographe

Critères	Mondialisation	Globalisation	Travaux des géographes
Définition	Intégration croissante des territoires dans les échanges économiques, culturels et politiques.	Interaction entre les milieux physiques, l'environnement et les sociétés à l'échelle planétaire.	Les géographes étudient l'organisation de l'espace et des territoires à différentes échelles.
Focus principal	Transformation des territoires et des réseaux d'échanges.	Fonctionnement du système-Terre et interdépendances écologiques.	Analyse des espaces, des flux et des dynamiques territoriales.
Approche	Pluridisciplinaire (économie, culture, géopolitique, société).	Systémique et environnementale (écologie, climat, ressources).	Multi-échelle (locale, régionale, mondiale).
Exemples	Métropolisation, réseaux de transport, flux migratoires.	Réchauffement climatique, gestion des ressources, biodiversité.	Disparités territoriales, gestion des risques, urbanisation.
Impact spatial	Différenciation des territoires selon leur degré d'intégration.	Conséquences globales sur les environnements et les populations.	Compréhension des logiques spatiales et des transformations du monde.

3. RÉSULTATS

La mondialisation ne peut être réduite à un phénomène contemporain. Elle est le fruit d'une dynamique pluriséculaire qui s'inscrit dans le temps long. En mobilisant les apports de la géohistoire et de l'histoire globale, on peut distinguer trois grandes phases successives, chacune marquée par un système économique, politique et technologique particulier, mais toujours intégrée à des logiques d'expansion, de domination et de connexion croissante des territoires et des sociétés.

3.1. La première mondialisation (XV^e – XVIII^e siècle) : une ouverture planétaire dominée par l'Europe

La première mondialisation constitue la première étape décisive d'un processus historique long par lequel l'espace mondial s'est progressivement unifié. Elle commence à la fin du Moyen Âge et prend véritablement forme entre le XV^e et le XVIII^e siècle. Cette mondialisation est indissociable de l'expansion européenne, portée par les Grandes Découvertes, et s'appuie sur un capitalisme marchand embryonnaire. Elle voit l'émergence d'un espace mondial interconnecté, où circulent marchandises, hommes, capitaux et idées, sous l'égide d'un modèle européen en plein essor.

3.1.1. Un monde en voie de connexion

Dès l'Antiquité, des échanges à longue distance existaient entre civilisations : la Route de la Soie, les voies transsahariennes, les routes maritimes asiatiques ou méditerranéennes. Ces réseaux permettaient déjà des circulations de biens précieux (soieries, épices, or), de personnes et d'idées. Toutefois, ces échanges demeuraient régionaux ou intercontinentaux fragmentés, et souvent déséquilibrés.

Ce n'est qu'avec les explorations maritimes européennes à partir du XV^e siècle que le monde entre dans une dynamique d'unification sans précédent. Les expéditions portugaises et espagnoles, suivies par les Hollandais, les Anglais et les Français, permettent la mise en relation des continents. En 1492, Christophe Colomb atteint les Antilles. En 1498, Vasco de Gama arrive aux Indes par le Cap de Bonne-Espérance. En quelques décennies, l'Europe conquiert des comptoirs, établit des routes maritimes transocéaniques, et commence à façonner un système économique mondial à son image. Cette dynamique s'explique par une convergence de facteurs : progrès techniques (caravelle, boussole, cartographie), innovations financières (lettres de change, assurances), concentration de capital, intervention croissante des États, volonté de contrôler les ressources rares (or, épices). Les États européens, appuyés par des puissances marchandes (Venise, Gênes, Anvers, puis Amsterdam et Londres), organisent cette expansion avec une efficacité croissante.

3.1.2. *La conquête européenne et l'intégration des Amériques*

L'un des éléments fondateurs de cette première mondialisation est la captation des Amériques, jusqu'alors coupées des grands flux mondiaux. Leur intégration brutale dans le système économique européen par la conquête (Espagne, Portugal) a des effets considérables. D'un côté, cela provoque le bouclage du monde, désormais interconnecté, de l'autre, cela génère un déplacement profond des centres de pouvoir économique, du Portugal et de l'Espagne (XIV^e et XV^e siècles) en Hollande (au début du XVII^e siècle) puis au Royaume-Uni (XVIII^e et XIX^e siècles). Les flux migratoires sont massifs : des millions d'Européens s'installent sur les nouveaux continents, souvent au détriment des populations indigènes. À cela s'ajoute la traite négrière transatlantique, qui déporte environ 12 millions d'Africains vers les plantations américaines. Ce système esclavagiste, articulé autour du commerce triangulaire (Europe – Afrique – Amériques), devient l'une des bases de la prospérité commerciale de l'Europe.

L'économie-monde qui émerge repose donc sur une forte asymétrie : l'Europe concentre les fonctions de commandement, tandis que les périphéries (Amériques, Afrique, Asie) sont réduites à un rôle de production ou de fourniture de matières premières et de main-d'œuvre. La puissance repose alors sur le contrôle des flux maritimes, des routes commerciales et des zones d'approvisionnement.

3.1.3. *Un capitalisme marchand en réseau*

Cette mondialisation est d'abord celle du capitalisme marchand, encore loin du capitalisme industriel. Elle s'incarne dans des villes-États commerçantes (Venise, Gênes, puis Anvers, Amsterdam, Londres), qui mettent en place des réseaux commerciaux à l'échelle mondiale. Des compagnies à charte comme la VOC (Compagnie néerlandaise des Indes orientales) ou la *East India Company* britannique dominent des espaces entiers sans nécessairement en occuper physiquement le territoire. Ces compagnies agissent comme acteurs politiques, économiques et militaires.

C'est aussi à cette période qu'émergent les premiers marchés financiers modernes : bourses, banques, compagnies d'assurances. Gênes invente des outils comme la réassurance au XVI^e siècle ; Amsterdam et Londres deviennent les premières places financières mondiales.

Ce capitalisme est fondé sur un système de réseaux : les flux de marchandises, d'informations et de capitaux traversent les océans, reliant les ports européens à des comptoirs en Afrique, en Inde, en Asie du Sud-Est ou en Amérique latine. Ces échanges sont cependant très inégalitaires : ils enrichissent l'Europe en exploitant les ressources des autres continents.

3.1.4. Une mondialisation incomplète et dominée

La première mondialisation ne concerne pas toute la planète. Des régions entières restent à l'écart, soit par choix (comme la Chine qui, après les expéditions maritimes de l'amiral Zheng He, choisit la fermeture), soit par incapacité à s'insérer dans les circuits dominants. Le cas chinois illustre bien cette divergence. Puissance technologique, démographique et maritime au début du XV^e siècle, la Chine abandonne toute velléité d'expansion et se referme sur elle-même. Ce repli ouvre la voie à la domination européenne sur les mers.

De plus, cette mondialisation n'efface pas les logiques impériales traditionnelles (Empire Ottoman, Empire Moghol, Empire Chinois). Elle n'unifie pas encore totalement les systèmes productifs, ni les modes de vie, mais elle pose les bases de la domination occidentale, qui s'affirmera pleinement au XIX^e siècle avec la révolution industrielle.

En structural d'une telle manière la géohistoire de la mondialisation on comprend que la première mondialisation constitue une rupture majeure dans l'histoire du monde. Elle marque l'irruption de l'Europe comme acteur central des dynamiques économiques et politiques à l'échelle planétaire. Par le biais des conquêtes, des échanges maritimes, de la colonisation et du commerce triangulaire, un système mondial hiérarchisé se met en place. Ce processus, à la fois économique, géopolitique et culturel, installe durablement les asymétries Nord-Sud (Chaléard, Sanjuan, 2017 ; Chaléard, Pourtier, 2000) et les inégalités structurelles qui traversent encore aujourd'hui la mondialisation contemporaine.

3.2. La deuxième mondialisation (XIX^e - 1945) : une mondialisation industrielle et impériale

La deuxième mondialisation, qui s'étend approximativement du début du XIX^e siècle à la Seconde Guerre mondiale, représente une phase de transformation profonde du système mondial. Elle repose sur la révolution industrielle, l'essor du capitalisme, la montée en puissance des États-Nations et l'expansion coloniale. Dans ce contexte, l'Europe atteint son apogée en tant que centre géopolitique, géoéconomique et culturel du monde. Cette période voit l'intensification des flux, la structuration des espaces coloniaux, et l'émergence d'un système capitaliste mondialisé qui s'ancre durablement dans les territoires.

3.2.1. Une mondialisation fondée sur l'industrialisation et la révolution des transports

La deuxième mondialisation s'appuie d'abord sur les révolutions industrielles successives, qui transforment en profondeur les structures économiques, sociales et territoriales. L'Europe, puis l'Amérique du Nord et le Japon, entrent dans une ère de mécanisation, de production de masse, et de concentration du capital.

Les progrès techniques (machine à vapeur, télégraphe, chemin de fer, navires à vapeur) permettent une réduction drastique du temps et des coûts de transport et d'information, rendant les échanges internationaux plus rapides, réguliers et efficaces. Les marchandises (textiles, acier, produits agricoles), les hommes (migrations massives), les capitaux et les idées circulent à une échelle inédite.

L'économie de marché prend une dimension mondiale, même si elle reste inégalement répartie. Selon Karl Polanyi (Polanyi, 1944 ; 1957), ce capitalisme mondialisé ne se développe pas de manière spontanée, mais comme une construction sociale et politique, portée par les États-Nations et leurs élites bourgeoises, qui structurent les institutions nécessaires à son expansion (systèmes financiers, infrastructures, éducation, droit commercial).

3.2.2. Une mondialisation impérialiste et coloniale

L'une des caractéristiques majeures de cette deuxième mondialisation est sa forte dimension impériale. L'Europe impose sa domination sur l'essentiel du globe. Entre 1750 et 1914, la conquête coloniale s'accélère, touchant 162 territoires pour plus de 53 millions de km (Carroué, 2019). En 1913, les empires coloniaux européens couvrent près des trois quarts de la planète (Tableau 2).

Les colonies deviennent des périphéries intégrées à l'économie mondiale : elles fournissent des matières premières (coton, caoutchouc, minerais), des produits agricoles tropicaux (café, cacao, sucre) et une main-d'œuvre exploitée (Ferro, 1994 ; Hobsbawm, 1997). Elles servent aussi de débouchés pour les produits manufacturés européens, dans un système d'échanges inégalitaire. Le commerce international se développe mais renforce les asymétries entre les centres industriels et les périphéries dominées.

Tableau 2. La situation géographique des états coloniaux et leur possession

États coloniaux	Superficies (1.000 km ²)			Populations (millions)		
	1880	1913	1938	1880	1913	1938
Royaume-Uni	22.741	32.334	33.612	271	395	497
France	728	9.693	12.106	7	48	71
Pays-Bas	421	2.066	2.072	24	50	68
Portugal	190	822	2.110	2	6	11
Belgique	-	2.350	5.404	-	11	14
Allemagne	-	2.953	-	-	12	-
Italie	-	2.020	3.425	-	1	1
Japon	-	296	299	-	20	31
États-Unis	-	328	328	-	10	19
Total	24.080	52.862	59.356	304	552	711

Adapté d'après Etemad, 2000

Les grands empires (britannique, français, néerlandais, belge, allemand) organisent des infrastructures (routes, ports, chemins de fer) principalement orientées vers l'extraction et l'exportation, sans véritable développement local. Le fait colonial laisse une empreinte profonde sur les sociétés : destruction ou transformation des structures sociales, acculturation, urbanisation hiérarchisée.

Certaines régions échappent à la colonisation directe (Chine, Iran, Turquie, Japon), mais subissent des formes de domination économique ou politique indirectes. Le cas du Japon est remarquable : dès 1867, avec la révolution Meiji, le pays s'industrialise à marche forcée et devient lui-même une puissance coloniale en Asie de l'Est (Corée, Taïwan, Mandchourie).

3.2.3. Les firmes transnationales et les réseaux financiers

L'essor de la mondialisation au tournant du XX^e siècle s'accompagne du développement rapide des firmes transnationales, nées avec le capitalisme industriel. Celles-ci opèrent à l'échelle du globe et deviennent des acteurs majeurs dans la structuration de l'espace économique mondial.

Deux logiques guident leur expansion :

- La sécurisation des approvisionnements en matières premières dans les colonies (ex. : Dunlop en Malaisie, Michelin à Madagascar, Royal Dutch en Indonésie).
- La conquête des marchés manufacturiers dans les pays développés (ex. : Ford en Belgique, Singer en Écosse, Bell en Autriche).

Dès 1914, un tiers des investissements directs à l'étranger est concentré dans les pays industrialisés. Cette concentration souligne l'intensité croissante de la compétition capitaliste mondiale.

En parallèle, les marchés financiers internationaux s'étoffent. Londres devient la place dominante avec la création de la Banque d'Angleterre (1694) et de la bourse officielle (1801). Des institutions similaires apparaissent ailleurs : à Paris, Francfort, Vienne, Istanbul. Le système bancaire, les compagnies d'assurances, les investissements transfrontaliers participent à une première véritable financiarisation de l'économie mondiale.

3.2.4. Une mondialisation asymétrique, fragilisée par les rivalités

Malgré son dynamisme, cette deuxième mondialisation est marquée par de profondes inégalités et des rivalités croissantes. L'ouverture commerciale (taux d'exportation mondial de 15 % vers 1913) coexiste avec des tensions interétatiques violentes.

L'Allemagne, la France, le Royaume-Uni, les États-Unis et le Japon se livrent une compétition géoéconomique féroce, qui débouche sur des conflits majeurs. La Première

Guerre mondiale (1914-1918) apparaît comme un affrontement impérial visant à un nouveau partage du monde. Elle signe la fin de l'hégémonie européenne et le transfert progressif de la puissance mondiale vers les États-Unis.

Ce basculement s'accompagne d'un contre-modèle idéologique : la révolution socialiste en Russie (1917) et la naissance de l'URSS en 1924, qui remet en cause les fondements du capitalisme mondial. Le monde entre alors dans une période de crise et d'instabilité croissante, marquée par la montée du protectionnisme, la crise de 1929, et la Seconde Guerre mondiale (1939-1945).

La deuxième mondialisation marque l'apogée d'un capitalisme industriel mondialisé, structuré autour de la domination impériale de l'Europe et de l'expansion des grandes firmes. Elle repose sur une dynamique systémique associant croissance démographique, progrès technique, infrastructures, conquête coloniale et financiarisation. Cependant, ce modèle repose sur de profondes asymétries, tant économiques que géopolitiques, qui génèrent des tensions menant à deux conflits mondiaux. En 1945, l'Europe sort affaiblie, et une nouvelle phase de mondialisation s'annonce, portée cette fois par les États-Unis et fondée sur de nouvelles logiques libérales.

3.3. La troisième mondialisation (années 1970 – 2008) : vers un capitalisme globalisé, libéral et financiarisé

Après la Seconde Guerre mondiale et les bouleversements qu'elle engendre, la mondialisation connaît une nouvelle transformation majeure à partir des années 1970. Cette troisième phase se distingue par son caractère libéral, financier, technologique et multinational, dans un contexte de montée en puissance des firmes transnationales, de dérégulation des marchés, et de révolution numérique. Elle inaugure un nouveau régime d'accumulation à l'échelle planétaire, mais aussi de profondes asymétries et vulnérabilités systémiques, qui culminent avec la crise financière mondiale de 2008.

3.3.1. Crise du fordisme et mutation du capitalisme

La troisième mondialisation émerge dans un contexte de crises structurelles. Le modèle économique fordiste des Trente Glorieuses, basé sur la production de masse, la hausse des salaires et la consommation intérieure, s'essouffle. Les chocs pétroliers de 1973 et 1979, la montée de l'inflation (stagflation), et la crise du système monétaire international (fin des accords de Bretton Woods) précipitent l'abandon progressif du modèle keynésien.

À partir des années 1980, sous l'impulsion de dirigeants comme Margaret Thatcher et Ronald Reagan, s'impose une nouvelle doctrine économique : le néolibéralisme. L'État se désengage de nombreux secteurs (privatisations), les marchés

sont dérégulés, et la liberté de circulation des capitaux devient un principe fondamental. Cette transformation donne naissance à une économie mondialisée, financiarisée et dérèglementée, dans laquelle le capital domine les logiques productives.

3.3.2. Une économie-monde intégrée et asymétrique

Contrairement aux deux premières phases, la troisième mondialisation repose moins sur le commerce de biens que sur la circulation des capitaux, des services et des données. On passe d'une économie internationale (échanges entre États) à une économie mondiale intégrée par les firmes multinationales et les marchés financiers.

Les firmes transnationales jouent un rôle moteur. Elles organisent la fragmentation et la délocalisation des chaînes de production, en recherchant les coûts les plus bas, des régimes fiscaux avantageux, et des infrastructures performantes. Cela donne naissance à une nouvelle division internationale du travail : les tâches de conception et de commandement restent dans les pays du Nord, tandis que les pays du Sud ou émergents accueillent les activités de production ou d'assemblage (textile, électronique, services délocalisés).

Parallèlement, les investissements directs à l'étranger explosent, tout comme les flux de capitaux spéculatifs. Les marchés financiers deviennent surdimensionnés par rapport à l'économie réelle : des trillions de dollars circulent quotidiennement dans les marchés de change, les bourses et les produits dérivés. Cela crée une interdépendance mondiale, mais aussi une vulnérabilité accrue face aux crises financières (Mexique 1994, Asie 1997, Russie 1998).

Ce système repose sur des institutions internationales puissantes (FMI, Banque mondiale, OMC, OCDE), qui diffusent les normes du capitalisme libéral, souvent sous l'impulsion des États-Unis. Ces institutions imposent des politiques d'ajustement structurel, notamment dans les pays du Sud, conditionnant l'accès à l'aide financière à la libéralisation, la privatisation, et la réduction des dépenses publiques.

3.3.3. Une mondialisation fondée sur la révolution numérique et l'immatériel

L'autre caractéristique fondamentale de cette phase est l'essor des technologies de l'information et de la communication (TIC), qui bouleverse les temporalités, les distances et les formes d'organisation économique. Internet, le téléphone mobile, la numérisation des services et la circulation instantanée de l'information permettent aux entreprises de fonctionner en réseau à l'échelle globale, avec une flexibilité et une réactivité inédites.

Ce contexte favorise l'émergence de nouveaux secteurs stratégiques : finance, services, technologies, logistique, culture numérique. Des firmes comme Apple, Microsoft, Google ou Amazon deviennent des acteurs hégémoniques. L'immatériel

(données, brevets, logiciels, marques) prend une valeur supérieure à celle des biens matériels. Cela marque une rupture nette avec les logiques industrielles des phases précédentes.

En parallèle, de nouveaux espaces d'intégration apparaissent : Asie orientale, Amérique latine, certains pays africains deviennent des pôles de croissance ou des réservoirs de ressources et de main-d'œuvre. Des puissances dites émergentes (Chine, Inde, Brésil, Afrique du Sud) prennent une place croissante dans l'économie mondiale, même si des asymétries majeures persistent avec les puissances dominantes.

3.3.4. Les paradoxes et les limites d'un modèle en crise

Malgré son dynamisme apparent, cette mondialisation présente de nombreuses failles. D'un côté, elle entraîne une croissance globale, l'émergence de nouvelles classes moyennes dans les pays du Sud, et une baisse de la pauvreté extrême à l'échelle mondiale. De l'autre, elle génère des inégalités massives, une précarisation du travail, la montée des déséquilibres environnementaux, et une perte de contrôle démocratique sur l'économie.

Les effets sociaux et territoriaux de cette mondialisation sont très inégalement répartis : certaines régions sont pleinement intégrées, d'autres sont marginalisées, voire exclues. On observe une polarisation croissante entre centres et périphéries, ainsi qu'un renforcement des flux migratoires et des tensions géopolitiques.

Cette phase atteint ses limites avec la crise financière mondiale de 2008, qui révèle la fragilité du système financier mondial. La faillite de grandes institutions (Lehman Brothers), l'éclatement de la bulle immobilière américaine et l'effondrement des marchés entraînent une récession planétaire, des faillites d'États, et une remise en question du modèle libéral dominant. La gouvernance économique mondiale apparaît insuffisante, et les appels à une régulation accrue se multiplient.

La troisième mondialisation représente une phase inédite d'intégration planétaire, portée par le capitalisme néolibéral, la financiarisation, et l'innovation technologique. Elle marque l'avènement d'un monde hyperconnecté, mais aussi profondément inégal et instable. Si elle a permis une accélération sans précédent des échanges, des flux et des innovations, elle a également creusé des fractures économiques, sociales et environnementales.

La crise de 2008 ouvre la voie à de nouveaux questionnements : sommes-nous entrés dans une quatrième mondialisation ? Ou assistons-nous à un repli des interdépendances, à travers les logiques de démondialisation, de fragmentation géopolitique, ou de transition écologique ? Ces interrogations restent au cœur des débats contemporains sur l'avenir du monde.

4. DISCUSSION

Dans ce chapitre de Discussion on fera quelques remarques concernant le rôle des géographes dans le processus de la mondialisation.

La mondialisation, phénomène multidimensionnel (économique, culturel, technologique, politique), est profondément liée à l'espace géographique. Elle transforme les territoires, les hiérarchise, les met en réseau, et fait émerger de nouveaux rapports entre le local et le global.

Au fil du temps, les géographes ont donné naissance à une série de notions et théories permettant de comprendre comment les espaces sont façonnés, organisés et intégrés dans un système mondial interconnecté. Ces idées ouvrent des pistes à des visions et solutions pour la crise dans laquelle se trouve le monde à l'heure actuelle.

Primo. Dans le cadre de la mondialisation, la géographie ne se contente plus d'analyser l'espace comme un simple support physique ou naturel. Elle le considère comme un produit social, modelé par les pratiques, les représentations, les rapports de pouvoir et les interactions humaines. Cette conception transforme radicalement notre manière de comprendre les dynamiques territoriales à l'échelle mondiale. L'espace n'est pas une donnée immuable : il est fabriqué, organisé, hiérarchisé et approprié par les sociétés humaines dans le cadre de la mondialisation.

Pendant longtemps, l'espace géographique a été pensé comme un cadre physique fixe, déterminé par des éléments naturels tels que le climat, le relief ou les ressources. Cette lecture, dominante jusqu'au début du XX^e siècle, soutenait que le développement des sociétés dépendait avant tout de leur environnement naturel (vision déterministe).

Mais avec l'avènement de la géographie humaine, et notamment des apports de penseurs comme Henri Lefebvre, la géographie a progressivement adopté une vision relationnelle et constructiviste de l'espace. Dans *La production de l'espace* (1974), Lefebvre affirme que l'espace est le produit des rapports sociaux. Autrement dit, il n'existe pas d'espace « neutre » : chaque espace est le résultat de pratiques sociales, politiques, économiques et culturelles spécifiques. Cette idée est cruciale dans le contexte de la mondialisation : les espaces sont constamment reconfigurés par les logiques de mobilité, de mise en réseau, d'investissement, de communication, etc. L'espace devient ainsi une variable dynamique, construite et reconstruite selon les enjeux globaux.

Lefebvre propose une approche tridimensionnelle de l'espace (« perçu, conçu et vécu ») qui permet de mieux saisir la manière dont la mondialisation façonne les territoires :

L'espace perçu : c'est l'espace concret, tel qu'il est utilisé et pratiqué au quotidien. Dans la mondialisation, cela renvoie à la manière dont les individus se déplacent, consomment, travaillent dans des espaces urbains connectés ou périphériques.

L'espace conçu : c'est l'espace tel qu'il est pensé par les aménageurs, les urbanistes, les ingénieurs, les institutions. Il inclut les plans d'aménagement du territoire, les zones économiques spéciales, les réseaux logistiques. La mondialisation influence puissamment cette dimension à travers des projets transnationaux (zones franches, corridors logistiques, villes nouvelles).

L'espace vécu : c'est l'espace subjectif, tel qu'il est ressenti et symboliquement chargé par les populations. Il est façonné par la mémoire, la culture, l'identité. Dans un contexte mondialisé, certains territoires sont perçus comme des lieux de richesse et de pouvoir (Silicon Valley, Manhattan), d'autres comme des espaces oubliés ou marginalisés.

Cette grille d'analyse met en évidence que la mondialisation n'impose pas un modèle spatial unique, mais produit une multiplicité d'espaces, en tension constante entre pratiques, représentations et régulations.

L'espace n'est pas seulement produit : il est aussi approprié et disputé. Dans le cadre de la mondialisation, les grandes entreprises, les États, les organisations internationales et les acteurs locaux se livrent à une compétition pour le contrôle des lieux stratégiques : ports, métropoles, zones de ressources, corridors de transit. Les acteurs économiques, par exemple, modèlent les territoires en fonction de leurs intérêts : implantation de sièges sociaux, zonage des fonctions productives, réorganisation des chaînes de valeur (Soja, 1989). Les états, quant à eux, aménagent les frontières, négocient les accords commerciaux, développent les infrastructures pour renforcer leur attractivité. Ainsi, l'espace est politique : il est le lieu d'expression des rapports de force. La mondialisation accélère ce processus en intensifiant les logiques de sélection territoriale. Certains espaces sont survalorisés (les « vitrines » de la mondialisation), d'autres sont délaissés, voire « sacrifiés » (espaces de relégation, zones de conflits ou d'exclusion).

Secundo. La mondialisation contemporaine repose sur une intensification sans précédent des flux de marchandises, de capitaux, d'informations et de personnes. Cette dynamique transforme la manière dont l'espace est conçu et utilisé. Plutôt que de penser le monde comme un continuum homogène, les géographes modernes envisagent l'espace comme un système de réseaux, où certains lieux — les nœuds — sont fortement connectés et d'autres relégués aux marges. Cette lecture en termes de connectivité, de mobilité et de hiérarchie spatiale constitue un des fondements de l'analyse géographique de la mondialisation.

La mondialisation ne relie pas les territoires de manière équitable. Elle renforce les connexions entre certains pôles urbains mondiaux qui concentrent les fonctions de commandement économique, politique et culturel. Le géographe Olivier Dollfus (1996) a proposé le concept d'Archipel Métropolitain Mondial (AMM) pour désigner cet ensemble de grandes métropoles interconnectées — New York, Londres, Tokyo, Paris, etc. — qui structurent l'économie mondiale. Ces villes forment un réseau plus cohérent entre elles qu'avec leurs propres périphéries nationales, créant ainsi un espace réticulé, non plus gouverné par la seule proximité géographique mais par l'intensité des échanges.

Plus tard, Taylor (2004) développe une analyse complémentaire dans sa théorie du World City Network, qui mesure la centralité des métropoles à travers les flux de services avancés (finance, droit, publicité, etc.). Ces travaux permettent de comprendre la mise en place d'une hiérarchie fonctionnelle au sein de l'espace mondialisé.

Les flux mondialisés sont multiples : flux matériels (marchandises, ressources naturelles), immatériels (capitaux financiers, données numériques) et humains (migrants, touristes, étudiants, travailleurs mobiles). Ces flux ne circulent pas de manière aléatoire, mais empruntent des corridors logistiques bien définis, qui traduisent des choix géopolitiques, technologiques et économiques (Rodrigue et al., 2020). La conteneurisation, popularisée dès les années 1960, a été un tournant majeur : en standardisant le transport de marchandises, elle a favorisé la constitution de grandes chaînes logistiques mondiales et l'émergence de ports intégrés comme Rotterdam, Shanghai ou Los Angeles. Cette mutation a profondément transformé la géographie économique mondiale (Hesse, Rodrigue, 2004).

Dans le domaine immatériel, la circulation de données via les câbles sous-marins et les réseaux de télécommunication joue désormais un rôle fondamental. Comme le montre Sassen (1991), ces flux numériques sont essentiels à l'économie des grandes métropoles globales, qui forment un « archipel numérique » aussi puissant que l'archipel physique décrit par Dollfus.

L'intégration d'un territoire dans la mondialisation dépend de sa capacité à accueillir et à faire transiter ces flux. Cette capacité repose sur un ensemble d'infrastructures : routes, aéroports, ports, hubs ferroviaires, mais aussi satellites, câbles, serveurs. La mise en réseau du monde exige une logistique hautement performante, connectée à des systèmes intermodaux qui permettent la fluidité entre les différents modes de transport (Rodrigue et al., 2020).

Cette organisation des réseaux est largement façonnée par les logiques capitalistes et les stratégies des grandes entreprises transnationales. Harvey (2001) vient avec une perspective originelle sur le rôle du capital dans la production de l'espace, notamment par des investissements dans les infrastructures, qui modifient durablement les équilibres territoriaux. Il parle de "compression spatio-temporelle" : les distances

physiques semblent rétrécir sous l'effet de l'accélération des transports et de la communication.

Une des conséquences majeures de la mondialisation est la mise en place d'une hiérarchie entre les territoires à l'échelle mondiale. Tous ne participent pas de la même manière à la mondialisation, ni ne bénéficient des opportunités qu'elle offre. Ce processus de différenciation s'inscrit dans une logique centre/périphérie, concept fondamental en géographie économique et en géopolitique (Wallerstein, 2009). Cette grille de lecture permet de comprendre la répartition des richesses, du pouvoir et des fonctions à l'échelle du globe, mais aussi à l'intérieur des États. Selon cette théorie, le monde est structuré autour d'un centre dominant, constitué des pays industrialisés du Nord, et d'une périphérie dépendante, souvent composée des pays du Sud. Une semi-périphérie existe également : des pays émergents comme le Brésil, l'Inde ou la Chine, qui se trouvent dans une position intermédiaire.

Cette hiérarchisation repose sur des flux inégaux : les centres exportent produits manufacturés, capitaux, services à forte valeur ajoutée, tandis que les périphéries fournissent des matières premières, une main-d'œuvre peu coûteuse et subissent l'extraction des richesses. L'organisation du commerce mondial, en particulier via les chaînes globales de valeur, reproduit cette asymétrie.

La division internationale du travail, accentuée par la mondialisation, renforce cette hiérarchie : les fonctions de conception, de financement et de décision sont concentrées dans les centres (grandes métropoles, pays du Nord), tandis que les fonctions d'assemblage ou d'exploitation des ressources sont reléguées aux périphéries (Coe et al., 2008).

Si la logique centre/périphérie est souvent mobilisée à l'échelle mondiale, elle s'observe aussi à d'autres échelles. À l'échelle régionale ou nationale, certains territoires concentrent le pouvoir économique et politique, tandis que d'autres sont marginalisés. Par exemple, en Roumanie, la région bucarestois occupe une place centrale dans les réseaux économiques et de décision, tandis que certaines régions rurales ou industrielles en reconversion sont considérées comme des périphéries internes. Ce constat vaut aussi pour l'Union européenne, où l'on oppose souvent un centre rhénan dynamique (Allemagne, Bénélux, nord de l'Italie) à des périphéries méditerranéennes ou orientales (Beckouche, 2011).

À l'échelle urbaine, les métropoles mondiales telles que Londres, Tokyo ou New York exercent un effet polarisant sur leurs hinterlands. Elles concentrent les fonctions de commandement, attirent les talents, les investissements et structurent les flux mondiaux. Les périphéries, urbaines ou rurales, subissent quant à elles un déclin relatif ou une dépendance fonctionnelle.

Mais être en périphérie ne signifie pas nécessairement être exclu de la mondialisation. Certaines périphéries sont fonctionnellement intégrées, notamment comme pays-ateliers (Vietnam, Bangladesh), périphéries logistiques (zones portuaires, zones franches), ou réservoirs de main-d'œuvre (Lévy, Lussault, 2003). La notion de périphérie n'est donc pas uniquement géographique, mais aussi fonctionnelle et relationnelle.

Par ailleurs, certaines périphéries peuvent connaître une dynamique d'ascension, notamment grâce aux délocalisations, aux infrastructures ou aux politiques de développement. C'est le cas de certains pays émergents, qui tirent parti de leur position pour se repositionner dans la hiérarchie mondiale. Toutefois, cette montée s'accompagne souvent de déséquilibres internes, entre métropoles intégrées et campagnes marginalisées.

Si le modèle centre/périphérie reste pertinent pour comprendre les inégalités spatiales, il a aussi ses limites. Certains chercheurs, comme Massey (2005), critiquent la rigidité du modèle et insistent sur la fluidité des rôles, la multipolarité émergente et les résistances locales. Les flux mondialisés ne sont pas univoques : des périphéries peuvent s'organiser en réseaux alternatifs, développer des économies de niche ou créer de nouvelles centralités. De même, l'essor des technologies numériques, du télétravail, de l'économie décentralisée (blockchain, circuits courts) remet en cause certaines centralités physiques. Il devient donc crucial de repenser la hiérarchisation des territoires non plus uniquement en termes géographiques, mais selon des réseaux relationnels, des capacités d'innovation, et des ressources immatérielles.

Tertio. La mondialisation n'efface pas les territoires : elle les transforme, les reconfigure, et souvent, les renforce dans leur singularité. Une dernière notion qui mérite discutée et celle de « glocalisation ». Le terme est issu de la contraction de global et local. D'abord utilisé dans le monde des affaires au Japon dans les années 1980, il a été popularisé dans les sciences sociales par le sociologue britannique Roland Robertson (1995). Pour lui, la glocalisation désigne la manière dont le global est « localisé », c'est-à-dire interprété, transformé ou réapproprié par les territoires. Il s'oppose ainsi à une vision linéaire de la mondialisation comme homogénéisation culturelle et économique.

En géographie, cette idée est reprise par Jacques Lévy (1999) qui insiste sur le fait que la mondialisation ne supprime pas le local, mais le recompose, parfois même le renforce. Le local devient une interface stratégique dans les flux globaux : les territoires qui réussissent sont ceux capables d'articuler les deux échelles.

La glocalisation se manifeste d'abord dans les stratégies économiques. De nombreuses entreprises multinationales adaptent leurs produits aux goûts et aux normes locales. L'exemple le plus connu, McDonald's, propose des menus végétariens en Inde, ou halal dans les pays musulmans, tout en conservant une identité de marque

mondiale (Bauman, 1998). Ce phénomène d'adaptation locale des modèles mondiaux permet une meilleure intégration économique et culturelle. Dans le domaine culturel, la glocalisation donne lieu à des formes hybrides, combinant des références globales et locales. On parle de métissage culturel. Les musiques urbaines, la gastronomie, les styles vestimentaires illustrent cette dynamique où le global inspire mais n'efface pas l'identité locale — il s'y insère, s'y transforme.

Finalement, la glocalisation met aussi en valeur le rôle actif des territoires. Loin d'être de simples réceptacles des flux, les territoires sont des acteurs stratégiques, capables de mobiliser leur capital spatial, symbolique ou culturel pour s'insérer dans les réseaux mondiaux. Ainsi, une région peut valoriser son patrimoine local pour attirer des touristes internationaux (ex. : œnotourisme en Bourgogne, tourisme religieux à Fès, festivals en Bretagne). Ces initiatives montrent que la mondialisation peut être reconfigurée par le bas. Il existe toujours un circuit inférieur de l'économie, ancré localement, autonome partiellement des logiques dominantes, mais profondément innovant. Ces alternatives locales participent à une mondialisation plurielle, qui laisse place à des formes de résilience territoriale.

5. CONCLUSIONS

Dans le chapitre de Discussion on a souligné trois hypostases dans lesquelles les géographes jouent un rôle déterminant dans la compréhension et dans le processus d'élaboration des nouvelles stratégies : l'espace comme construction sociale, les flux et les réseaux, la glocalisation. Ci-dessous on schématise une courte conclusion.

Penser l'espace géographique comme une construction sociale permet de dépasser une lecture simpliste de la mondialisation comme processus uniforme et mécanique. Loin d'un simple décor ou d'un support neutre, l'espace est au cœur des stratégies d'acteurs, des conflits de pouvoir, des dynamiques culturelles et sociales. Cette approche enrichit considérablement l'analyse géographique du monde contemporain, en mettant l'accent sur la complexité des territorialités produites par la mondialisation.

La géographie des réseaux et des flux est indispensable pour comprendre le fonctionnement spatial de la mondialisation. Elle révèle un monde discontinu, polarisé, mobile, structuré par des nœuds, des axes et des interfaces. Cette lecture permet de dépasser la vision simpliste d'une globalisation uniforme pour souligner les logiques différenciées d'intégration et d'exclusion territoriale. Enfin, elle ouvre des perspectives critiques sur les enjeux écologiques, politiques et sociaux liés à l'hyper-mobilité des flux mondialisés.

La hiérarchisation des territoires en centres et périphéries demeure un cadre analytique puissant pour comprendre la géographie de la mondialisation. Elle révèle les

logiques d'inégalités, de dépendance et d'exclusion à toutes les échelles. Toutefois, cette dichotomie doit être sans cesse réinterrogée : les périphéries ne sont pas toujours passives, et les centres ne sont pas inébranlables. Dans un monde multipolaire et instable, la géographie des pouvoirs et des flux est en recomposition constante.

Finalement, la glocalisation met en lumière la complexité des rapports entre le local et le global. Elle montre que la mondialisation ne se fait pas à sens unique, mais dans un dialogue constant avec les territoires. Les espaces qui savent articuler leurs ressources locales avec les opportunités globales deviennent des pôles attractifs et résilients. Le local n'est donc pas écrasé par le global : il en est une composante essentielle, un filtre, voire un levier. Dans un monde marqué par l'incertitude et les transitions (écologique, numérique, sociale), penser les dynamiques glocales est devenu incontournable pour comprendre les recompositions spatiales contemporaines.

6. RÉFÉRENCES

- APPADURAI, A. 1996. *Modernity at large: cultural dimensions of globalization*. University of Minnesota Press.
- BAUMAN, Z. 1998. *Globalization: The Human Consequences*. Columbia University Press.
- BECKOUCHE, P. 2011. *Atlas de la mondialisation. Comprendre l'espace mondial contemporain*. Autrement.
- CARROUÉ, L. 2019. *Géographie de la mondialisation*. Paris, Armand Colin.
- CHALÉARD, J.-L., SANJUAN, T. 2017, *Géographie du développement : territoires et mondialisation dans les Suds*. Paris, Armand Colin, Collection « U ».
- CHALÉARD J.-L., POURTIER, R. 2000. *Politiques et dynamiques territoriales dans les pays du Sud*. Paris, Publications de la Sorbonne.
- COE, N. M., KELLY, P. F., YEUNG, H. W.-C. 2008. *Economic Geography: A Contemporary Introduction*. Wiley-Blackwell.
- DOLLFUS, O. 1996. *La Mondialisation*. Paris, PUF, Collection "Que sais-je ?".
- ETEMAD, B. 2000. *La possession du monde. Poids et mesure de la colonisation (XVIII -XX siècles)*. Bruxelles, Éditions Complexes.
- FERRO, M. 1994. *Histoire des colonisations. Des conquêtes aux indépendances*. Paris, Le Seuil.
- HARVEY, D. 2001. *Spaces of Capital: Towards a Critical Geography*. Routledge.
- HESSE, M., RODRIGUE, J.-P. 2004. The Transport Geography of Logistics and Freight Distribution. *Journal of Transport Geography* 12 (3): 171-184.
- HOBBSAWM, E. 1997. *L'ère des empires*. Paris, Fayard.

- IOSIF, D. 2018. Le monde unipolaire, bipolaire, multipolaire: une géopolitique incertaine. *Cinq Continents* 8 (18) : 200-209.
- LEFEBVRE, H. 1974. *La production de l'espace*. Paris, Anthropos.
- LÉVY, J. 1999. Espace et politique: vers un nouveau paradigme. *Revue de géographie de Lyon* 74 (3) : 219-230.
- LÉVY, J., LUSSAULT, M. 2003. *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*. Belin.
- MASSEY, D. 2005. *For Space*. Sage Publications.
- POLANYI, K. 1944. *The Great Transformation*. Farrar & Rinehart.
- POLANYI, K., PEARSON, H.W (ed). 1957. *Trade and Market in the Early Empires*. The Free Press.
- ROBERTSON, R. 1995. Glocalization: Time-Space and Homogeneity-Heterogeneity. In FEATHERSTONE, M., LASH, S., ROBERTSON, R. (Ed). *Global Modernities*. Sage Publications.
- RODRIGUE, J.-P., COMTOIS, C., SLACK, B. 2020. *The Geography of Transport Systems* (5th ed.). Routledge.
- RODRIK, D. 2011. *The Globalization Paradox: Democracy and the Future of the World Economy*, W.W. Norton & Company.
- SASSEN, S. 1991. *The Global City: New York, London, Tokyo*. Princeton University Press.
- SOJA, E. 1989. *Postmodern Geographies: The Reassertion of Space in Critical Social Theory*. London, Verso.
- STIGLITZ, J. E. 2002. *Globalization and Its Discontents*. W.W. Norton & Company.
- TAYLOR, P. J. 2004. *World City Network: A Global Urban Analysis*. Routledge.
- WALLERSTEIN, I. 2009. *Le système du monde du XV^e siècle à nos jours*. Paris, Flammarion.